

### CONSTRUIRE UNE EUROPE POUR ET AVEC LES ENFANTS

Mars 2018

PROGRAMME DU CONSEIL DE L'EUROPE

NOUVELLES DU COMITÉ DE LANZAROTE

# 4ème réunion du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)

Le Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF) du Conseil de l'Europe a tenu sa première réunion du 21 au 23 mars 2018à Strasbourg. Mis en place par le Comité des Ministres en mars 2016, ce comité est l'organe principal menant le travail intergouvernemental dans le domaine des droits de l'enfant et selon la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021). Il réunit, deux fois par an, les représentants ministériels et défenseurs des droits de l'enfant des Etat membres et Etats observateurs, ainsi que des représentant d'autres organes du Conseil de l'Europe, d'autres organisations internationales (y compris l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'UNICEF, l'UNHCR et autres) et de la société civile.

Lors de sa 4<sup>ème</sup> réunion, le CAHENF a été informé sur les activités normatives récentes et en cours pour lesquelles le Groupe de rédaction d'experts spécialisés sur les enfants et l'environnement numérique (CAHENF-IT) et le Groupe de rédaction d'experts sur les droits de l'enfant et des garanties dans le contexte de la migration (CAHENF-Garanties) ont fourni des contributions majeures. En particulier les activités du CAHENF-IT ont été conclusives ; l'adoption

des lignes directrices relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits des enfants dans l'environnement numérique par le Comité des Ministres est alors attendue pour juin 2018. Concernant les droits de l'enfants et les garanties dans le contexte de la migration, le comité a tenu des échanges de vues avec deux invités: Mme Velina Todorova, membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU, et Mme Afshan Khan, nouvelle Directrice Régionale de l'UNICEF Europe et Asie Centrale.

D'autres échanges de vues ont été tenus sur les thèmes de la budgétisation en faveur des droits de l'enfant, la participation des enfants et les outils pertinents du Conseil de l'Europe, ainsi que les activités et résultats clés récents du <u>Comité de Lanzarote</u>. Des préparations ont été faites pour la Conférence pour l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie pour les droits de l'enfant qui se tiendra à Paris en juin 2019 et les activités envisagées pour le nouveau Groupe d'experts sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CAHENF-VAC) qui tiendra sa première réunion à Strasbourg les 17-18 mai 2018.



Protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

Dans un <u>rapport</u> adopté le 31 janvier 2018, le Comité de Lanzarote analyse les stratégies employées par 26 Etats parties pour protéger les enfants contre les abus sexuels commis dans le cercle de confiance (famille étendue et personnes proches de l'enfant qui exercent une influence sur l'enfant).

Dans le contexte de la crise des réfugiés, le Comité de Lanzarote a décidé de mener un cycle de suivi urgent après avoir été invité par les autorités hongroises à se rendre dans les zones de transit de Röszke et de Tompa où des enfants de 14 à 18 ans sont retenus. La visite s'est déroulée en juillet 2017. Le Comité de Lanzarote a adopté le 31 janvier 2018 une série de recommandations à destination des autorités hongroises sur la base du rapport préparé par les membres de sa délégation qui a effectué la visite des zones de transit. Il a pris note des premières mesures prises par les autorités hongroises suite à cette visite et a fixé le 31 janvier 2019 comme échéance pour être informé des mesures par les autorités hongroises prises pour donner suite à ses recommandations.

Issue 6 (MARS 2018)



### Troisième édition de la Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

La 3e édition de la Journée européenne a eu lieu le 18 novembre 2017 et s'est concentrée sur le thème spécifique de « La protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels facilités par les technologies de l'information et de la communication (TIC) ». Une série de tutoriels sur la parentalité à l'ère du numérique et une brochure ont été produits à cette occasion.

Les activités menées par nos partenaires sont présentées sur la <u>page web dédiée à la</u> Journée européenne.



### Nouvelle page web: informations adaptées aux enfants en situation de migration et projets de vie

Dans le cadre du Plan d'action du Conseil de <u>l'Europe</u> sur la protection des enfants réfugiés et migrants, la Division des droits des enfants poursuit son travail sur des informations adaptées aux enfants en situation de migration et sur les projets de vie pour l'intégration des enfants non accompagnés. Elle met à votre disposition une nouvelle page web, où vous trouverez des renseignements sur les activités en cours - dont le rapport de la table ronde sur des informations adaptées aux enfants, qui a eu lieu en novembre 2017 à Strasbourg - et des ressources multimédias qui rendent compte des avis des enfants sur les informations qu'ils reçoivent au cours de leur voyage. La nouvelle page web se trouve ici.

## Que pensent les enfants migrants de l'information ?

Après avoir consulté, lors d'ateliers, plus de 80 enfants en situation de migration dans 5 États membres, la Division des droits des enfants a produit une vidéo dans laquelle ils formulent des avis et des recommandations concernant les informations qu'ils ont reçues et les procédures qu'ils ont suivies en Europe. La vidéo est disponible ici.



### Réunion de lancement du projet joint «Barnahus / Maison des Enfants» de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe

Les 19 et 20 mars 2018, une réunion de lancement du projet joint « Barnahus / Maison des Enfants » de l'UE et du Conseil de l'Europe s'est tenue à Ljubljana. Les participants ont discuté de l'adaptation du modèle de réponse Barnahus aux enfants victimes et témoins d'exploitation et d'abus sexuels en Slovénie, en tenant compte du cadre institutionnel et juridique existants et des réformes nécessaires ainsi que des leçons apprises des autres pays européens. Pour en savoir plus, cliquez ici.

### «Advocacy Toolkit» d'Eurochild: nouvelle publication visant à promouvoir la participation des enfants, publiée avec le soutien du Conseil de l'Europe

Le but du <u>manuel</u> (en anglais) est d'inciter les enfants et les jeunes à défendre le droit des enfants à participer aux processus décisionnels; donc de promouvoir la participation des enfants aux différents niveaux administratifs et dans des contextes variés.

Le kit comprend des outils et des méthodes visant à développer les capacités des enfants à contribuer à des changements dans les processus décisionnels publics. Il est destiné aux ONG travaillant avec les enfants et les jeunes, mais peut également être utile pour des représentants de gouvernements aux niveaux national, régional et local qui

souhaitent s'engager auprès des enfants et des jeunes.



### Le Conseil de l'Europe s'associe à Safer Internet Day 2018

Le Conseil de l'Europe (CdE) est partisan de la <u>Journée pour un Internet plus sûr (SID)</u> et un proche collaborateur dans la protection des droits de l'enfant dans l'environnement numérique.

La Journée Safer Internet de cette année, intitulée « Créer, connecter et partager le respect: un meilleur internet commence avec vous », est une invitation pour tous, enfants et adultes, à se joindre et à s'engager avec les autres de manière respectueuse afin d'assurer une meilleure expérience numérique.

Pour célébrer la Journée le 6 février, le Conseil de l'Europe a contribué par u CdE pour la journée est constituée d'une richesse de ressources très attrayantes et utiles, telles que <u>le Manuel de Maîtrise de l'Internet</u>, récemment révisé et mis à jour, le jeu pour enfants 'A travers le forêt sauvage du Web'.

### NOUVELLES DE L'ÉQUIPE DES DROITS DES ENFANTS

Nous sommes heureux d'annoncer l'arrivée de Maren Lambrecht-Feigl à la Division des droits des enfants du Conseil de l'Europe.

Maren, qui est la nouvelle co-secrétaire du CAHENF, a aussi de nombreuses autres attributions. Elle est notamment chargée de coordonner le groupe sur la violence faite aux enfants, la participation des enfants et la promotion des lignes directrices relatives à l'environnement numérique.

Avant de nous rejoindre, Maren travaillait à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, pour la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable.

N'hésitez pas à souhaiter vous aussi la bienvenue à Maren.

## Commissaire aux Droits de l'Homme Rapport d'activité annuel 2017

La protection des droits de l'enfant constitue l'une des principales préoccupations du Commissaire et, dans son travail approfondi sur la question, il a mis l'accent sur la ségrégation scolaire et la rétention des enfants en matière d'immigration et sur d'autres questions très sensibles, tels que les besoins et les droits des enfants en déplacement et des enfants vulnérables; le droit des enfants à l'égalité de traitement et à l'éducation; leur droit à une nationalité; la désinstitutionnalisation des enfants; la violence domestique; les droits des enfants

Dans son rapport annuel, le Commissaire a souligné la nécessité d'adresser efficacement ces problèmes, qui constituent les effets secondaires les plus répandus des politiques d'austérité. Des mesures appropriés prises aurons la durabilité du système européen des droits de l'homme et d'aider les jeunes à se considérer comme Les Européens qui ont un intérêt dans le système.



## Commissaire aux Droits de l'Homme 1er Rapport d'activité trimestriel 2018

L'éducation inclusive, un moyen efficace de surmonter un certain nombre de situations restrictives pour un grand nombre d'étudiants, comme la ségrégation entre les communautés ethniques, les enfants roms et les enfants handicapés ainsi que le soutien aux enfants migrants non accompagnés et l'abolition de la détention des migrants mineurs constituent des questions d'intérêt majeur dans le Rapport d'Activité du Commissaire aux Droits de l'Homme pour le premier trimestre de 2018.

Alors que le Commissaire achève son mandat, nous tenons à le remercier de s'être autant investi dans la défense des droits des enfants ces dernières années.

Le commissaire Nils Muižnieks sera remplacé par Mme Dunja Milatović, qui a été élue par l'Assemblée parlementaire (APCE) le 24 janvier 2018, elle prendra ses fonctions le 2 avril 2018.



### Table ronde de haut niveau et dernières activités du projet «Combattre la violence contre les femmes et les enfants en Ukraine»

Le projet du Conseil de l'Europe « Combattre la violence contre les femmes et les enfants en Ukraine » a organisé ses dernières réunions et ateliers du 23 au 25 janvier 2018 à Kiev.

#### Vers une feuille de route pour le pilotage du Barnahus en Ukraine

Une table ronde de haut niveau a été organisée à Kiev le 23 janvier pour renforcer la réponse de l'État à l'exploitation et aux abus sexuels à l'encontre des enfants. L'objectif était de se mettre d'accord sur les prochaines étapes menant à une feuille de route pour le pilotage en Ukraine du Barnahus ou d'un modèle de réponse interinstitutionnel et interdisciplinaire adapté aux enfants. Les conclusions et les recommandations de l'évaluation de faisabilité commandée par le Conseil de l'Europe ont été discutées par les décideurs politiques clés.

# Réunion de lancement des cours HELP « Justice adaptée aux enfants » et « Violence contre les femmes et violence domestique »

Le lancement des adaptations nationales des cours HELP sur la « justice adaptée aux enfants » et « la violence contre les femmes et violence domestique » a été organisé conjointement avec l'École nationale de la magistrature d'Ukraine et l'Académie nationale des procureurs d'Ukraine le 24 janvier à Kiev. Les maîtres formateurs formés par le projet pour les deux cours en octobre 2017 ainsi que plus de 70 participants de la première formation en ligne ont assisté à la réunion de lancement.

### Dernière réunion du comité directeur du projet

Le projet «Combattre la violence contre les femmes et les enfants en Ukraine» prendra fin en février 2018. Les principales

réalisations et enseignements tirés du projet ont été discutés le 25 janvier lors de la réunion finale du Comité Directeur de pilotage du projet. Cela a permi également d'avoir un retour d'informations et de recueillir le soutien des membres du comité directeur pour les orientations de la Phase II du projet sur la lutte contre la violence à l'encontre des enfants.

#### **TEMPS FORTS**



### Version disponible en arabe du Guide à l'intention des Parlementaires

Le Conseil de l'Europe a publié un guide qui vise à aider les parlementaires à visiter les enfants en rétention. Les parlementaires détiennent le pouvoir pour changer les politiques sur le sujet et mettre fin à la rétention d'enfants. Il est essentiel qu'ils soient informés des effets de la rétention sur les enfants, afin de devenir des défenseurs efficaces pour mettre fin à cette pratique.

Plein de conseils pratiques et de listes de contrôle ce guide facilitera la préparation des visites pour les parlementaires, les aidera à effectuer des entretiens avec des enfants retenus et le personnel des centres de rétention ainsi que d'effectuer un suivi après la visite afin de devenir des défenseurs des enfants pour mettre fin à la rétention des enfants.

Ce guide a été élaboré dans le cadre de la campagne pour la fin de la rétention des enfants de l'Assemblé parlementaire du Conseil de l'Europe, en coopération avec Défense des enfants international.

Accédez à la version arabe du Guide ici.





Si vous ne souhaitez plus recevoir les bulletins d'information de la Division des droits des enfants du Conseil de l'Europe, faites-nous le savoir à l'adresse <u>children@coe.int</u>; vous serez alors désinscrit de cette liste.

Si vous souhaitez inscrire plusieurs adresses électroniques à notre bulletin d'information, envoyez-nous un message (<u>children@coe.int</u>) en indiquant dans la ligne de l'objet « Abonnement au bulletin d'information » ; votre adresse électronique sera ajoutée à notre liste de diffusion.

### COUNCIL OF EUROPE



Conseil de l'Europe
Avenue de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex, France
Tel: +33 (0)3 88 41 20 00
www.coe.int/children
children@coe.int